

Demain **la Décroissance**

*Le Journal qui annonce la fin du monde
de la croissance*

Mensuel 2 euros

demainladecroissance.com

Numéro 5 - Nov 2013



*Faut-il avoir peur
de la Décroissance?*

Sommaire

Edito : Faut il avoir peur de la décroissance ?	3
Video : Petits entretiens sans importance	7
Richesses & Ressources naturelles	8
Fonctions et courbes	8
Chroniques de l'an 2100, en l'ère techno-artisanale	11
Vers un nouvel ordre mondial	11
Territoire de la modernité capitaliste contre territoires traditionnels des peuples premiers et de la décroissance post moderne	13
Les chemins de la résilience	19
Réhabiliter la responsabilité	19
Liste nominative des écolos-guignols	22
Écologie & Démographie	26
Débat des lecteurs	33

Pour écrire au journal (courrier/débat des lecteurs) : cliquer [ici](#)

Edito : Faut il avoir peur de la décroissance ?

Dans l'esprit commun, le terme « décroissance » tend à perdre sa signification étymologique d'origine et, tout comme l'écologie, désigne désormais une mouvance politique mettant en cause, avec des approches parfois différentes, le sacro-saint concept de croissance économique qui préside au discours consensuel de l'ensemble des partis de gouvernement. Mais contrairement à la notion d'*écologie*, qui comporte dans sa sémantique un ferment naturel et rassurant, celle de *décroissance* semble contraire à la nature humaine et inquiète l'individu ordinaire. Conscients de ce problème, certains « décroissants » ont même fait de l'oxymore « *joyeuse décroissance* » leur slogan fédérateur. C'est ainsi que le discours officiel de nos dirigeants présentant la croissance comme remède à tous les problèmes et son absence comme source de tous les maux se trouve radicalement inversé : la décroissance est alors annoncée comme nouveau sésame devant nous faire accéder à la « *joie de vivre* ». Alors qui croire ? La majorité qui dit : *le bonheur c'est la croissance*, ou une minorité qui clame : *le bonheur c'est la décroissance* ? Car cette minorité est bien seule, flouée même par ses géniteurs historiques, les écologistes, qui ont fini par valider la notion de croissance moyennant l'adjonction du simple l'adjectif qualificatif « durable ».

Or, la décroissance, la seule, la vraie, est un état qui se substituera naturellement à celui de la croissance dès que les éléments constitutifs de ce dernier auront disparus. Car cette croissance tant décriée ne s'est pas installée par hasard, ni par une volonté législative, mais tout simplement par l'établissement d'un ordre spontané correspondant à la *mutuellisation* des aspirations du plus grand nombre et a été rendu possible par l'utilisation intensive des ressources naturelles fossiles et minérales. Que des dispositifs législatifs aient été instaurés parallèlement pour favoriser encore plus ce type d'économie, et ce à l'initiative de divers lobbies des principaux bénéficiaires financiers du système ne fait aucun doute, mais il faut bien reconnaître qu'il n'a jamais existé de lois spécifiques imposant de force le capitalisme, le productivisme ou le consumérisme. Cette combustion économique, qui atteint aujourd'hui un niveau sans précédent et qui *se nourrit* des ressources précitées ne pourra se perpétuer qu'avec l'aide d'autres ressources énergétiques et minérales, lorsque les premières viendront à faire défaut. Certains prétendent, au contraire, que cette croissance pourrait se continuer même en l'absence toute énergie grâce à la « *nouvelle production* » de biens immatériels par le secteur tertiaire qui est inépuisable et non soumis à la pétro-dépendance... Nous n'entrerons pas dans ce débat surréaliste autour de la spécificité de cette nouvelle « production », pour ne considérer que le devenir de celle des deux seuls premiers secteurs : celui de l'agriculture et celui de l'industrie.

LE SECTEUR SECONDAIRE, L'INDUSTRIE, est composé d'une multitude d'entités plus ou moins importantes qui fabriquent les innombrables produits physiques que nous utilisons, ponctuellement ou régulièrement, tout au long de notre vie. Ces unités, qui vont du petit atelier de menuiserie, à la grande aciérie, en passant par la moyenne fabrique de chaussures, sont chacune soumises à un cycle identique et incontournable composé de trois étapes : approvisionnement, puis fabrication, puis distribution, la vulnérabilité de l'ensemble étant égale à celle de son maillon le plus faible comme c'est le cas dans toute chaîne de production.

L'approvisionnement du secteur industriel est dépendant des matières premières disponibles, celles ci pouvant être manufacturées ou semi-manufacturées, c'est à dire

ayant subi un processus de transformation par rapport à leur état de ressources naturelles, ou brutes, c'est à dire en leur état directement extrait de la nature. Cet approvisionnement est également dépendant de la logistique qui permet de transporter la matière première depuis son lieu de production, ou d'extraction, jusqu'à l'unité industrielle considérée, c'est à dire des engins terrestres, aériens ou maritimes fonctionnant quasi-exclusivement avec du pétrole. Une diminution de la quantité disponible en pétrole et en matière première brute serait donc de nature à provoquer une décroissance de la capacité d'approvisionnement du secteur industriel.

Le processus de fabrication du secteur industriel est dépendant de l'énergie qui alimente les machines, celle ci devant être disponible en permanence et souvent même utilisée en continu 24h/24 et 7j/7. Cette énergie peut provenir de sources diverses, fossiles, ou non fossiles, elle peut être produite sur place ou acheminée par le réseau électrique collectif. D'un point de vue strictement technique, la diminution de la disponibilité en énergie produite à partir du pétrole, du gaz et du charbon peut fort bien être compensée par un accroissement d'énergie produite à partir de la fission nucléaire et d'un raccordement systématique des usines au réseau électrique collectif. Les machines industrielles fonctionnant à poste fixe, une alimentation en continu par l'électricité publique est tout à fait possible, et c'est d'ailleurs déjà en grande partie le cas. Il n'existe donc pas d'objection théorique à la généralisation de l'alimentation en énergie du secteur industriel par l'électricité produite en continu à partir du nucléaire et de l'hydraulique, et soutenue par les apports intermittents du solaire, de l'éolien. L'électricité se stockant très mal, dans l'état actuel des connaissances scientifiques, le caractère « continu » de sa production est donc déterminant pour l'industrie, ce qui réserve une place prépondérante au nucléaire par rapport aux autres énergies alternatives intermittentes. Ce tout-électrique nucléaire nécessiterait évidemment un accroissement significatif du nombre des centrales sur l'ensemble du territoire.

La distribution des produits du secteur industriel nécessite, tout comme l'approvisionnement mais plus encore compte tenu de la diversification de la consommation et de l'éparpillement géographique des consommateurs, un réseau dense et disséminé de véhicules de transport fonctionnant quasi exclusivement au pétrole. La diminution de l'offre pétrolière ne pourrait donc que provoquer une décroissance de la distribution lointaine, au profit d'une augmentation de la distribution de proximité. Cette évolution nécessiterait naturellement une reconfiguration en profondeur de l'implantation géographique des diverses industries et une transformation de la seule fabrication centralisée en *grandes usines*, en une fabrication décentralisée dans de multiples unités de *tailles plus modestes*.

En conclusion, et moyennant un éclatement de la grande industrie au profit des petits ateliers disséminés un peu partout sur le territoire et alimentés en énergie par un réseau dense de fils électriques reliés à une multitude de centrales nucléaires, la production industrielle pourrait se maintenir d'un point de vue strictement technique et théorique, compte non tenu évidemment des éventuelles incidences sociales, financières, monétaires, fiscales, législatives, culturelles, ou autres qui pourraient en découler.

EN CE QUI CONCERNE LE SECTEUR PRIMAIRE, L'AGRICULTURE, la réalité d'un monde en finissant avec l'énergie fossile sera plus implacable. Bien que les approvisionnements et la distribution de ce secteur connaissent des contraintes de nature

comparable à celles décrites précédemment pour l'industrie et qu'une décroissance raisonnable pourrait être anticipée, nonobstant les réserves sur des paramètres imprévus, le processus de fabrication, en revanche présente des caractéristiques différentes qui ne semblent pas devoir être validées dans un contexte de déplétion fossile. A la différence de l'industrie, l'agriculture ne travaille pas à poste fixe mais à poste itinérant, ce qui rend impossible, dans l'état actuel de nos connaissances scientifiques, l'alimentation énergétique des machines par l'électricité. Le processus de production du secteur primaire est en effet totalement dépendant des carburants liquides, c'est à dire du pétrole, ce qui le différencie radicalement du secteur secondaire et qui en fait le *maillon faible* de la chaîne globale. A cet écueil considérable, s'ajoute le problème des accessoires de la production que sont les « *intrants* » (engrais, insecticides, herbicides, pesticides, fongicides, etc...), tous produits à partir des ressources fossiles.

En situation de décroissance de l'offre fossile, le secteur tout entier se trouverait donc confronté à une paralysie progressive mais inéluctable de son processus de fabrication, tel qu'il est conduit actuellement. Certes l'agriculture n'a pas toujours été pétro-dépendante, elle ne l'a même pratiquement jamais été depuis qu'elle existe, c'est à dire depuis la révolution néolithique il y a dix mille ans, mais elle avait la fonction de ne nourrir qu'un nombre limité d'êtres humains. Ce n'est qu'avec l'apparition de l'agriculture intensive et de la croissance consubstantielle des rendements, donc de la quantité de nourriture produite, que la population mondiale a pu se développer de façon exponentielle et se trouver multipliée par sept en un siècle à peine. Contrairement aux prédictions d'une poignée d'utopistes peu au fait de la chose agricole, il semble évident que la décroissance du fossile dans son utilisation agricole entraînerait une décroissance correspondante des rendements. Le remplacement de la traction mécanique par la traction animale, la substitution des engrais chimiques abondants et bon marchés par des amendements organiques plus rares et difficiles à mettre en oeuvre, pour ne citer que ces deux paramètres aboutiraient à une diminution globale de la quantité de nourriture produite à l'échelle du globe. Face à une population mondiale de 7 milliards d'humains devant rapidement atteindre 10 à 12 milliards, faut-il craindre dès lors une insuffisance de nourriture produite corrélativement à une déplétion fossile ? Trois alternatives peuvent être envisagées :

1^{ère} alternative : revenir à une agriculture sans pétrole. Cette option ne manque pas de laboratoires et de zéloteurs, mais il n'existe pas de démonstration à l'échelle d'une grande nation subsistant avec ce type d'agriculture, c'est à dire une agriculture pré-industrielle néanmoins améliorée par des techniques et des savoir-faire issus de la civilisation industrielle. Les appellations ne manquent pas pour qualifier ce type d'agriculture « techno-ancestrale » : biologique, organique, raisonnée, paysanne, bio-dynamique, permaculture, agroforestière, etc.... mais la preuve n'est pas fournie qu'elle puisse nourrir 10 milliards de personnes à l'échelle du monde. Le cas de Cuba est souvent cité comme étant un exemple de transformation à l'échelle d'un pays d'une agriculture intensive et productiviste en agriculture extensive et biologique associé à une relocalisation de l'économie, cette évolution ayant été dictée sous la contrainte d'un embargo fossile. Cet exemple est certes à méditer mais il faut considérer qu'il est assorti de trois conditions : 1. une collectivisation autoritaire et une appropriation publique de la plupart des terres, 2. un climat tropical chaud et humide idéal pour la culture vivrière, 3. un niveau de vie extrêmement bas de l'ensemble de la population.

2^{ème} alternative : rapprocher le processus de fabrication de celui de l'industrie. Cette tendance est déjà bien amorcée, tant dans l'élevage que dans la culture maraîchère, mais peut, techniquement, être poussé jusqu'à sa logique extrême, ce qui conduirait à installer de véritables « usines à viande » et « usines à légumes » dans lesquelles les machines travailleraient à poste fixe et seraient alimentée par l'électricité nucléaire, les différentes opérations nécessaires au développement des animaux et des végétaux étant réalisées par des machines mues par caténaies. Les élevages en batteries de volailles ou bovins, ainsi que les culture hors-sols de tomates ou concombres préfigurent déjà la viabilité de ce type d'agriculture entièrement industrialisée. S'il solutionne le problème du remplacement de l'énergie carburant par le vecteur électrique, ce système peu idyllique ne règle toutefois d'aucune manière le problème des *intrants* et, tout comme pour l'industrie relocalisée, nécessite la construction d'un réseau dense, et couvrant l'intégralité des surfaces agricoles, de fils caténaies, et par voie de conséquence la construction d'un nombre important de centrales nucléaires, venant s'ajouter à celles déjà dévolues à l'alimentation du secteur secondaire.

3^{ème} alternative : faire décroître la population mondiale. Les deux alternatives précédentes sont naturellement exclusives l'une de l'autre car il paraît difficile d'imaginer que notre société puisse voir se développer un quelconque *mix* ou un *panachage raisonné* des deux. Il paraît probable également que ni l'une ni l'autre de ces alternatives ne soient en mesure de satisfaire à la production d'une quantité suffisante de nourriture pour les 12 milliards de personnes déjà programmées par les courbes démographiques. Enfin, et pour finir, il semble évident qu'une population moins nombreuses serait plus à même de composer avec une production agricole en plein bouleversement, en prise aux hésitations et défrichant l'inconnu.

Dans ces conditions post-fossile relativement prochaines, la décroissance de l'offre alimentaire paraît plus que probable, et nous nous en aurions d'autant moins peur que nous serions moins nombreux à y faire face.

- Christian Laurut -

[Retour au sommaire](#)

Video : Petits entretiens sans importance



Pour visionner cette video en streaming, [cliquez ici](#)

Pour télécharger cette video, [cliquez ici](#)

[Retour au sommaire](#)

Richesses & Ressources naturelles

Fonctions et courbes

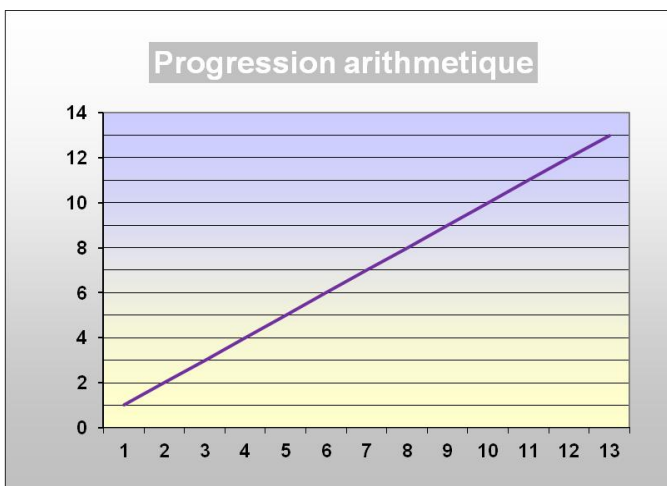
Pour symboliser une valeur qui varie dans le temps, nous utilisons les mathématiques et le tracé de courbes suivant deux axes, x et y. L'axe horizontal des x représente le temps, l'axe vertical des y représente la valeur qui fluctue en fonction du temps.

La croissance économique est une valeur qui représente la production de richesses et évolue dans le temps en constante augmentation comme son nom l'indique.

Il y a en gros deux sortes de progressions, l'une qui varie d'une certaine quantité absolue pour un certain laps de temps, l'autre qui varie d'une certaine quantité relative par rapport à la valeur globale.

Progression arithmétique

Soit un artisan qui fabrique des chaises. Il a un stock de 20 chaises et en fabrique 1 par jour. Son stock augmente donc de 1 chaise par jour, c'est une suite arithmétique.

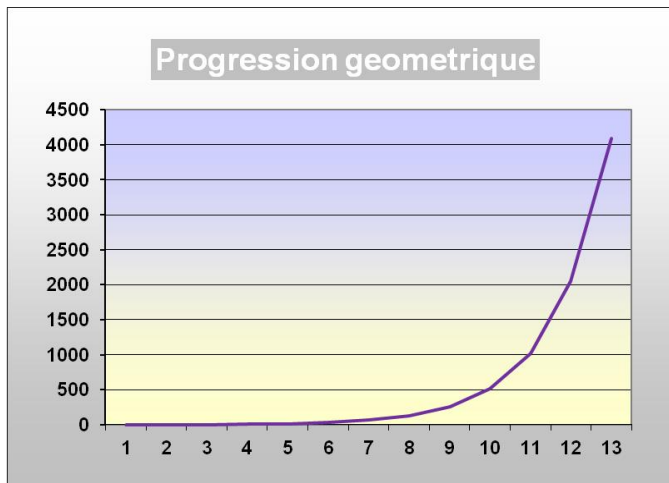


La variation est absolue, 1 chaise par jour. La production par jour n'est pas liée à la taille du stock.

La valeur précédente est augmentée d'une certaine valeur.

Progression géométrique

Soit un arbre dont le tronc principal produit 2 bourgeons en 1 semaine. Ces bourgeons poussent et produisent à nouveau chacun 2 bourgeons en 1 semaine. Le nombre de ramifications double chaque semaine. C'est une suite géométrique.



Le nombre de ramifications est relatif au nombre de ramifications passées. La variation est fonction de la valeur précédente, la progression est exponentielle.

La valeur précédente est multipliée par une certaine valeur.

Croissance exponentielle

Ce qui caractérise la croissance exponentielle est donc le fait que la valeur précédente est multipliée par une certaine valeur. La formule générale est la suivante :

$$T \text{ (nombre d'années)} = \log(\text{multiplicateur}) / \log(1 + \text{intérêt annuel})$$

Ce qui est classique est d'étudier le doublement, chaque fois qu'une valeur est multipliée par deux. Pour une progression annuelle de 5%, nous aurons donc un temps de doublement de :

$$\log(2) / \log(1 + 0,05) = 14,2 \text{ ans}$$

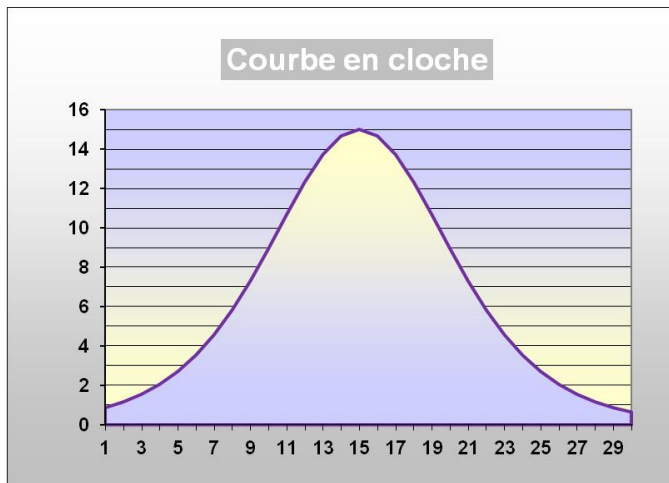
Nous avons tous appris à l'école l'histoire du sultan proposant à l'inventeur de l'échiquier de le remercier en grains de blé. Un sur la première case, deux sur la deuxième, quatre sur la troisième et ainsi de suite. Pour couvrir l'échiquier (64 cases), il faudrait environ 1500 ans de production actuelle.

Ce qui est possible en mathématique ne l'est pas obligatoirement en physique terrestre.

La croissance économique se heurte à la réalité physique des ressources naturelles finies et à la surface finie du globe terrestre.

Courbe en cloche

Dans la réalité physique terrestre, toute production de ressource naturelle finie, mines, carrières, puits de pétrole ou d'exploitation de ressource naturelle renouvelable en déplétion, forêt, pêche, est toujours une courbe en cloche.



La production démarre lentement, progresse de façon exponentielle, puis la croissance de la production ralentit, la production atteint un maximum et commence à décliner. La croissance devient la décroissance. La surface sous la courbe représente la production totale, c'est-à-dire les réserves de la ressource naturelle concernée.

De plus, pour ce qui concerne l'exploitation des combustibles fossiles et des minerais, nous avons exploité d'abord le plus facile, il ne nous reste donc maintenant que le plus difficile. La courbe ne sera donc pas symétrique, la descente sera plus rapide que la montée.

Conclusion

Il est grand temps que le monde économique reconnaisse que la croissance exponentielle n'est guère possible en physique terrestre et prenne en compte le caractère fini de certaines ressources naturelles dont l'exploitation ne sera autre qu'une courbe en cloche.

- *Georges Turlin* -

[Retour au sommaire](#)

Chroniques de l'an 2100, en l'ère techno-artisanale

Vers un nouvel ordre mondial

Au niveau mondial, un nouvel ordre énergétique vit le jour en 2020 après que les Etats Unis et la Fédération de Russie se soient réunis en secret à Sludianka, petite station touristique sur les bords du lac Baïkal en Sibérie, afin de se répartir les territoires pétrolifères entre eux et leurs alliés et décider d'encadrer définitivement l'utilisation des ressources fossiles jusqu'à son étiolement final.

Une conférence mondiale de l'énergie fossile (pétrole, gaz, charbon), appelée « Grande Conférence », fut ensuite organisée, réunissant pays consommateurs et pays producteurs. Un seuil minimum de consommation, ou de production fut fixé pour participer à cette conférence. Ainsi les pays suivants furent représentés, par ordre d'importance décroissant:

Au titre de pays producteur/consommateur (5) : Etats Unis, Russie, Chine, Australie, Canada

Au titre de pays producteur (25) : Iran, Arabie Saoudite, Inde, Venezuela, Kazakhstan, Qatar, Afrique du Sud, Emirats Arabes unis, Iraq, Ukraine, Koweït, Nigeria, Angola, Turkménistan, Libye, Algérie, Indonésie, Colombie, Pologne, Brésil, Malaisie, Mexique, Norvège, Egypte, Azerbaïdjan, Tchéquie

Au titre de pays consommateur (12) : Japon, Grande Bretagne, Allemagne, France, Italie, Espagne, Belgique, Suède, Danemark, Hollande, Finlande, Autriche

Cette conférence des « 42 » réunissant des pays sélectionnés selon des critères chiffrés et apparemment objectifs (montant du PIB pour les pays consommateurs et montant des réserves fossiles cumulées en Gigatonnes équivalent pétrole pour les pays producteurs) se déroula en fait sous les auspices de trois non-dits de taille, officiant dans l'ombre :

1. L'accord secret entre les Etats Unis et la Fédération de Russie, déjà cité, visant à s'assurer la maîtrise du dispositif
2. La prééminence implicite des pays producteurs à dominante pétrole/gaz sur les pays producteurs à dominante charbon, cette ressource étant considérée comme problématique aux plans du rendement énergétique, des modalités de transport, des sous produits de raffinage et de son bilan carbone.
3. L'influence politico-militaire des Etats Unis sur une majorité des pays producteurs de pétrole, et celle de la Russie sur presque tous les autres.

Ces trois paramètres occultes étant posés, la Grande Conférence accoucha des dispositions suivantes :

1. Les pays signataires reconnaissent le droit des pays producteurs à disposer librement de leurs ressources fossiles et garantissent l'intégrité de tout pays producteur qui déciderait de réduire ou de supprimer ses exportations en vue de préserver ses ressources fossiles pour alimenter son marché intérieur.

2. Les pays consommateurs garantissent aux pays producteurs le maintien de leurs revenus du pétrole et du gaz grâce à l'établissement d'une grille d'augmentation des prix établie sur 20 ans, ajustant ces derniers sur le taux de déplétion moyen établi par l'ASPO (Association for the Study of Peak Oil). Ainsi la progression des prix du pétrole et du gaz sera fixée à 5% par an, taux moyen de déplétion annuelle résultant des différents modèles de cet organisme. La monnaie de référence choisie sera le dollar US constant, ainsi les prix du pétrole/gaz pourront être réajustés chaque année en fonction de l'indice des prix et du taux d'inflation US.
3. Les pays producteurs s'engagent à respecter la fixation et l'échelle mobile des prix sur 20 ans arrêtées par la Grande Conférence, mais ils établiront librement leurs contrats commerciaux d'exportation avec les pays producteurs de leur choix pendant toute cette période.
4. Les pays consommateurs sont invités à mettre en place un système de rationnement dont un modèle indicatif est établi par la conférence

Cet accord mit fin à l'effet yoyo et au caractère épisodiquement spéculatif du prix du pétrole/gaz en lui donnant enfin cette visibilité à long terme si souvent réclamée par les économistes. Il aura fallu pour cela attendre d'apercevoir le fond du puits, mais tout le monde se consola en se disant qu'il n'est jamais trop tard pour bien faire. De plus, toutes les parties y trouvèrent finalement leur compte. Les pays producteurs d'abord qui, bien qu'ayant pu sans doute rêver à de juteux sur-profits dans le futur contexte de déplétion, furent toutefois rassurés par la garantie d'intégrité de leur territoire donnée par la G.C., se préservant ainsi du spectre d'une colonisation militaire par les plus forts. Les pays consommateurs ensuite, qui, acceptant par avance une augmentation importante, mais programmée, des prix de la ressource purent budgétiser et mener plus clairement leur nouvelle politique énergétique.

En acceptant par avance de payer la ressource de plus en plus cher, et jusqu'à un plafond placé très haut, ils se tranquillisaient certes « dans la douleur », mais se donnaient ainsi la possibilité de tourner mentalement la page du pétrole vingt ans avant sa fermeture effective.

- *Christian Laurut* -

[Retour au sommaire](#)

Territoire de la modernité capitaliste contre territoires traditionnels des peuples premiers et de la décroissance post moderne

Introduction

En 2009, les violentes crises financières, alimentaires, pétrolières et écologiques ont remis en cause l'ancienne place de l'humain sur la terre et dans la nature. Certains attendent, du progrès technique, la solution à ces crises systémiques. Pour de nombreux membres du mouvement altermondialiste, écologiste ou anticapitaliste, ces crises sont des opportunités à saisir pour faire entendre leurs idées. Mais pour cela, il leur faut proposer les premiers pas concrets, qui pourraient les y conduire.

L'obstacle le plus fondamental, pour dépasser le capitalisme, est de parvenir à dépasser nos modèles de représentation du monde qui nous semblent naturels et éternels, alors qu'ils ne sont que le résultat d'une culture donnée à une époque donnée. Actuellement, il s'agit de l'idéologie hégémonique capitaliste néolibérale (Gramsci), qui est devenue une pensée unique et la fin de l'histoire pour certains, tel Fukuyama (1992).

Cela suppose, pour les tenants de la modernité (le capitalisme néolibéral et la vision techno-industrielle), d'accéder à un nouveau paradigme, celui de la postmodernité. Cette dernière intégrant une partie de la « vision du monde » traditionnelle des « peuples premiers » vivant sur les continents asiatique, africain, américain, tels les Indiens Kogis vivant dans la jungle d'Amazonie en Colombie. Ces derniers ont su vivre sur la terre et la préserver pendant des millions d'années. Ils nomment, avec bienveillance, les hommes blancs « les petits frères » et estiment que, si les Kogis disparaissent, l'humanité entière risque aussi d'être anéantie. Ils se considèrent, en effet, parmi les derniers gardiens d'une tradition, d'un mode de vie, d'une vision du monde permettant de maintenir l'harmonie entre l'humanité et la nature (Julien, 2008).

Les peuples premiers symbolisent la perpétuation des forces et des faiblesses de l'approche traditionnelle. Pour ce qui est des faiblesses, il y a souvent la domination de l'homme sur la femme, l'autoritarisme du chef, le dogme de la tradition.

Or, on assiste actuellement à l'accélération d'une révolution culturelle conduisant vers le paradigme postmoderne de la décroissance, opposée à celui de la modernité. A travers différents principes et pratiques nous présenterons les oppositions entre le territoire de la modernité capitaliste, le territoire traditionnel des peuples premiers et celui de la décroissance postmoderne.

Le besoin de croissance infinie, de la vitesse extérieure, contre celle de la lenteur et de la simplicité intérieure

Les « occidentaux » sont poussés culturellement vers la suractivité, ce qui crée une civilisation de la croissance et de la vitesse infinie. Une des raisons de cette éternelle course en avant et de l'hyperactivité des occidentaux en particulier, s'explique à nouveau par un besoin de compenser la peur du manque, du vide et finalement la peur de la mort. Dans

la culture moderne, en particulier celle du capitalisme occidental techno-industriel, une des valeurs dominantes repose sur la recherche du rendement, de la productivité, de la croissance économique sans limite. Tandis que dans la culture postmoderne, la priorité est donnée au temps intérieur, à la quête de la lenteur, comme opportunité de la « simplicité heureuse ». Ceci, afin de développer aussi les qualités intérieures de l'être humain. Un peu dans la même veine, Paul Lafargue, le gendre de Karl Marx, avait déjà écrit en 1881 « le droit à la paresse » (2007).

Dans une perspective productiviste capitaliste ou socialiste étatique, l'injonction consiste à « travailler plus », plus vite, plus efficacement, recherche de la productivité maximum, pour « gagner plus ». A l'inverse, les peuples premiers cherchent à travailler en cherchant à suivre le rythme des saisons, de la lumière du jour. Ils cessent généralement de produire, lorsque leurs besoins essentiels sont satisfaits. Dans le cadre de la décroissance autogestionnaire, les personnes entendent partager le travail, pour que tous y aient droit. Elles tentent de travailler moins pour accroître le temps pour soi et pour autrui.

La culture capitaliste moderne pousse ainsi ses membres vers la quête du pouvoir, de la prédation de l'homme sur ses semblables et sur la nature (dont il est coupé). Tandis que certaines cultures traditionnelles, comme celle des indiens Kogis, tendent vers la recherche de l'harmonie entre l'être humain, la Nature et la Terre considérée comme une « mère symbolique » (Julien, 2008). Ceci implique alors naturellement, pour eux, comme pour les tenants de l'écologie post-moderniste, le respect de la nature, afin de préserver sa propre santé et de partager des richesses économiques et naturelles, en particulier lorsqu'elles sont limitées et non renouvelables (pétrole, uranium, métaux...).

Le besoin de consommation comme compensation d'une insécurité et de carences psychiques

Le sociologue Veblen Thorstein (1970) qualifie, de « *consommation ostentatoire* », l'acte de consommer pour paraître, pour se sentir exister par le regard qu'on imagine envieux et admiratif des autres. En effet, le besoin de consommer pour paraître vise souvent à compenser nos carences identitaires. Plus les individus se sentent mal aimés, mal reconnus, plus ils ressentent un vide existentiel, un manque de sens profond, plus ils cherchent des béquilles pour répondre à leurs carences affectives et identitaires.

Mais pour les moins riches, le besoin de possession repose d'abord sur la peur du manque. Le fait de posséder des richesses, des biens à profusion, rassure les personnes qui se sentent éternellement en danger de tomber un jour dans la précarité économique, alors même qu'elles détiennent déjà une propriété, une automobile, un métier ou plus généralement lorsqu'elles disposent déjà d'une situation professionnelle assurée. Leur analyse n'est pas fondée sur les faits, mais sur une angoisse d'insécurité inconsciente, la crainte de sombrer un jour dans la précarité. Pour s'en prémunir, elles ne cessent d'accumuler, même quand leurs besoins minimums sont satisfaits, ce qui est peine perdue, puisque leur problème n'est pas matériel, mais psychique.

Pour s'en détacher, les membres du mouvement pour « la simplicité volontaire » (Burch, 2007) apprennent à vivre heureux avec de faibles moyens, grâce à des joies et des activités simples. Ceci, afin de se détacher de leur besoin de possessions matérielles et d'autrui, de leur besoin de consommation de marchandises, de leurs addictions aux sucreries, à la

sexualité... Cela n'empêche pas une partie d'entre eux de militer en même temps, contre l'exploitation et la domination du capitalisme, mais ils ne se limitent pas à la dénonciation, et tentent de mettre en pratique concrètement une société alternative au capitalisme, fondée notamment sur l'accumulation illimitée de la propriété privée.

Cependant, ce mouvement de la « simplicité volontaire » ne touche qu'une petite partie de la population mondiale solvable. La majorité des autres individus des pays riches sont la cible des professionnels du marketing capitaliste qui s'appuient sur ces failles, qu'ils ont étudiées de très près. Dans le cadre de la « société de consommation », ils cherchent ainsi à accroître les profits des entreprises, en poussant la population à la consommation, en particulier par la publicité. Le besoin psychosociologique de possession et de consommation est ainsi renforcé par le marketing capitaliste. De plus, depuis l'antiquité au moins, les pouvoirs en place ont bien compris l'utilité de répondre à ce besoin, à travers « le pain et des jeux » comme le pratiquaient les romains. Un peuple qui ne crie pas trop famine, qui a le ventre plein, et qui s'amuse, devient alors plus facile à diriger à son insu.

Les peuples premiers, tels les Indiens Kogis, considèrent que se nourrir représente aussi un lien, avec les esprits de la nature qui sont remerciés pour avoir créé la nourriture. La nourriture devient donc un cadeau de la nature, un lien avec elle et non pas le produit de l'industrie mécanique, au service des hommes.

Les petites villes ou les gros villages sont l'avenir de l'urbanisation future.

Dans les communautés traditionnelles, les relations sociales étaient facilitées par la taille relative des villages. Cependant, cela pouvait être aussi relativement étouffant ou sclérosant. Pour les décroissants, la solitude individualiste, dans des mégalopoles, sera remplacée par plus de relations sociales, grâce à la création de réseaux sociaux situés dans de petites villes ou des villages. Mais créer une multitude de maisons et de villages dans les campagnes, n'est pas viable par ce que cela suppose d'importants déplacements entre les villages et/ou la ville la plus proche. Seul une autonomie quasi complète, sur le plan économique, sociale ou relationnelle permettrait d'éviter les déplacements en excès, ce qui semble assez difficilement envisageable à présent. En effet, sur le plan de l'empreinte écologique, l'excès de déplacement a un coût écologique important (pétrole, CO2, métaux du véhicule...). Il en est de même pour l'idée d'avoir chacun sa maison. Pour ces différentes raisons, notamment économique, l'humanité va progressivement chercher à minimiser le coût écologique de son habitat et de ses déplacements, en favorisant le développement de gros villages ou de petites villes. Dans ces dernières, l'habitat sera composé de petits immeubles à 3 ou 4 étages maximums entourés de végétation. Cela permettra aussi de diminuer aussi la surface au sol qui vient consommer les meilleures terres agricoles situées souvent autour des villes. Ce mode d'organisation offre l'avantage de permettre une autonomie socio-économique, mais aussi politique (l'autogestion) et une qualité de vie, du fait de la proximité de la relation à la nature notamment.

L'intellectualisme, le scientisme et le matérialisme nous coupent d'une relation harmonieuse avec les êtres de la nature.

Le raisonnement purement intellectualiste, vis-à-vis de l'écologie et plus largement du monde, consistant à penser qu'il n'y a que ce qui est scientifiquement vérifié qui existe, conduit à un réductionnisme scientiste. Il tend à se couper de l'approche plus sensitive et

vécue, plus symbolique et mythologique de la réalité, à exclure une relation équilibrée entre l'intellect et l'intuition. Or, une large part de la compréhension de la vie passe par l'expérimentation personnelle, le ressenti, avant de passer par le crible de la « raison raisonnée ». L'approche exclusivement mécanique et matérialiste du corps, appuyée sur une médecine fondée sur la chimie, omet aussi de prendre en compte que la santé dépend de l'harmonie, entre l'être humain, les autres, et la nature. Elle tend à nier le fait que la santé physique est en relation avec la santé psychique.

La raison, la capacité de discrimination s'avère fondamentale, pour dépasser les obscurantismes religieux et politiques traditionnels notamment. Cependant, l'intellectualisme, les excès d'une approche trop exclusivement scientifique, techniciste renforce une vision matérialiste du monde, c'est-à-dire athéiste. Elle conduit à une recherche du pouvoir de l'homme sur la nature, elle place l'homme au-dessus de la nature dont il est de plus en plus coupé depuis la renaissance, l'époque des lumières de la raison. Le sens du sacré ayant disparu, il réapparaît par le retour du refoulé (Freud) sous la forme du fétichisme de la marchandise et même des idoles, comme les stars médiatiques. L'humanité occidentale raille pourtant les croyances des peuples premiers et leur relation chamanique et spirituelle avec la nature (minérale, végétale, et animale). Elle ne parvient pas à se détacher des dérives du fétichisme et de l'idolâtrie que subissent aussi les peuples pratiquant le chamanisme.

Cependant, ces derniers, du fait de leur relation intime avec ce qu'il nomme les esprits de la nature, se sentent unis aux animaux et aux plantes. La nature chez les Kogis est alors considérée comme leur mère symbolique, car source de sa vie et de vitalité (Julien, 2008). La préservation des plantes, des animaux qui les entourent va alors de soi, elle est naturelle et la destruction se limite au besoin de consommation. Le fait de tuer d'un animal et parfois de plantes est généralement accompagné de rites, visant à se faire pardonner par l'être qui va mourir, pour que l'être humain qui commet cet acte puisse vivre.

Chez les décroissants, la relation au sacré peut être vécue sur un mode athéiste ou spiritualiste. La recherche du sacré consiste alors à faire corps avec l'humanité unie et avec la nature afin de conserver sa beauté et sa diversité. Une nature saine et vivante exerce alors une action bienfaitrice sur la santé physique et mentale, et finalement préserve le lieu de vie des générations futures. C'est d'une certaine façon l'approche de la plupart des écologies environnementalistes.

La culture technologique du capitalisme industriel pousse vers une utopie prométhéenne de la technique, comme solution à tous les problèmes.

Elle prend une orientation relativement contraire à l'optique de la technologie appropriée, car dans sa vision du monde, tous doivent adopter les technologies de pointe de l'occident, représentant le fleuron du progrès pour l'humanité. Certains espèrent, par exemple, que les ressources non renouvelables (pétrole, uranium, métaux...) pourront être recrées notamment grâce aux nanotechnologies, en reconfigurant les atomes un à un, pour recréer par exemple les métaux qui auront été épuisés. Or, le pouvoir de la technique (du technicien et du technocrate) crée à la fois une dépendance de la population et un ascendant vis-à-vis du peuple, qui ne peut en maîtriser et en mesurer tous les impacts négatifs. D'ailleurs comme le souligne Jacques Ellul (1997) la technique domine elle-même

ceux qui cherchent à l'utiliser comme solution unique, pour résoudre les problèmes de l'humanité. L'approche techniciste tend à mettre en avant les valeurs utilitaristes d'efficacité et de progrès technique, au détriment des besoins de l'homme, de la culture et de sa relation à la nature. Bruno Latour souligne, à ce propos, que « les techniques appartiennent au règne des moyens et la morale au règne des fins, même si, comme Jacques Ellul en a témoigné il y a bien longtemps, certaines techniques finissent par envahir tout l'horizon des fins, en se donnant à elles-mêmes leurs propres lois, en devenant "auto-nomes" et non plus seulement automatiques » (Latour, 2000 : 19). En répondant aux besoins des populations, en stimulant par exemple la production des cultures vivrières, en permettant l'éducation de base, en répondant aux besoins locaux avant de suivre la demande internationale, le pays devient ainsi plus autonome et peut assurer sa croissance à long terme.

La technologie appropriée est un moyen de conjuguer l'autonomie et l'identité culturelle.

C'est aussi l'opportunité de découvrir des techniques spécifiques à une nation ou d'adapter des technologies extérieures aux besoins du pays. Il s'agit par exemple de l'utilisation de la traction animale pour labourer son champ, plutôt que de l'utilisation d'un tracteur à la fois cher et qui ne peut être réparé par manque de pièces disponibles sur place et des connaissances nécessaires. En 1979, après le sommet de Alma Ata, sur les soins de santé primaires, Julia A. Walsh et Kenneth S. Warren proposèrent, en 1979, différentes solutions simples et appropriées à la situation des PED. Ils proposèrent, par exemple, de renouer avec l'allaitement au sein, pendant un temps suffisant et de développer le traitement de la diarrhée des enfants par l'utilisation de sels de réhydratation orale (Walsh, 1979 : 967-974). Ces instruments très simples sont des exemples de la technologie appropriée. Ils permettent notamment de libérer de la charge de travail pour des cliniques surchargées, lorsqu'elles manquent de financement public. La technologie appropriée fut reconnue, principalement avec les médecines traditionnelles, « comme l'une des principales sources susceptibles de mener à la santé pour tous en l'an 2000 » (OMS, 1979). L'utilisation de l'expression générique "technologie appropriée" fut officialisée, en 1976, par le BIT (1976).

La croissance infinie des transports permet de vivre dans un mouvement perpétuel favorable à l'oubli de soi et au capitalisme néolibéral

La décroissance des transports est une des clés du projet décroissant et écologiste, en particulier, parce que la pollution liée au transport est la première cause de réchauffement climatique. Comme l'a montré Ivan Illich au début des années 70, la voiture individuelle est le symbole de la civilisation occidentale (Illich, 1973). La voiture a un rapport coût/efficacité largement plus faible que le vélo, un des anciens symboles de la république démocratique de Chine. Dans le modèle capitaliste et plus largement le productivisme, le transport s'inscrit lui aussi, dans un projet de croissance mondiale infinie. A l'inverse, dans les cultures traditionnelles, les moyens de se déplacer étaient plus lents, souvent pédestres, fondés sur la traction animale ou l'usage de la voile. Ils respectaient l'environnement et leur vitesse était plus humaine, plus proche du rythme des pas du marcheur, qui d'une certaine façon est l'étalon premier de l'individu décroissant. Ce dernier cherche donc une décroissance des transports afin de réduire l'empreinte écologique individuelle, nationale et mondiale, notamment par une relocalisation de la production. La décroissance des transports suppose aussi de savoir retrouver le goût des

vacances de proximité, du plaisir de simple promenade dans les campagnes environnantes, plutôt que l'exotisme systématique du bout du monde.

Conclusion

A travers certains membres des minorités alternatives (politiques, associatives...), on observe donc le passage de la modernité du capitalisme techno-industrielle, à la postmodernité de la décroissance autogestionnaire. Ce qui suppose :

- Le passage de la recherche du pouvoir, de la prédation de l'homme sur ses semblables et sur la nature (dont il est coupé), vers le développement de l'harmonie entre l'être humain, la Nature et la Terre considérée comme une « mère symbolique ». Ce qui implique alors naturellement de respecter la nature, afin de préserver sa propre santé et de partager des richesses économiques et naturelles, lorsqu'elles sont limitées.
- Une vie centrée sur la vitesse et le productivisme matériel, qui se transforme dans une quête de la sobriété heureuse, respectueuse des biens non renouvelables, à travers la simplicité volontaire, afin de développer aussi les qualités intérieures de l'être humain,
- Une approche fondée sur une vision réductionniste, c'est à dire intellectualiste, matérialiste et atomisante de la société et du monde qui se réoriente vers approche symbolique et unifiée du monde, alliant l'intellect et l'intuition.

- *Thierry Brugvin* -

[Retour au sommaire](#)

Les chemins de la résilience

Réhabiliter la responsabilité

La société croissante, qui a élevé le progrès technique et le niveau de vie à des degrés encore jamais atteints, n'en a pas moins fait reculer la responsabilité humaine sur deux fronts : celui de l'Etat et celui de l'Individu.

Par la mise en place d'une prise en charge généralisée et d'une législation omniprésente, cette société croissante a quasiment achevé la phase de déresponsabilisation globale de l'Individu et se prépare à l'étape suivante qui consistera en une infantilisation radicale du même Individu, lui ôtant durablement toute capacité d'action autonome. Déjà réduits à la portion congrue d'une poignée de réfractaires passifs, les zéloteurs de la *responsabilité individuelle* font figure de dangereux anarchistes aux yeux de la multitude accablante des utilisateurs exosomatiques de l'Etat. Car de même que la clef de contact, et bientôt le simple ordre vocal, remplacent le tour de manivelle pour démarrer un moteur d'automobile, éloignant ainsi le *pourquoi* du *comment* au regard du consommateur, le moindre problème de la vie courante, autrefois géré au sein de la sphère de responsabilité individuelle, est fondé aujourd'hui à être traité et résolu de façon univoque par le *recours à l'Etat*. Ce pourvoi systématique, prenant la forme de revendication, d'appel ou de référence à un texte de loi remplace depuis 65 ans environ (c'est à dire depuis *très* peu de temps) l'exercice autonome de la responsabilité.

Du côté de l'Etat, cette responsabilité a varié de façon inversement proportionnelle à la croissance. Contrairement à l'Etat féodal qui vivait sur son domaine en autosuffisance, l'Etat bourgeois prélève par la force des revenus auprès de ses administrés. A l'opposé de l'Etat féodal qui garantissait lui même la sécurité physique de ses sujets, l'Etat bourgeois se révèle incapable de manier les armes lui même et enrôle de force ses citoyens pour marcher au front.

Bien plus, la principale caractéristique de l'Etat bourgeois est *d'échouer dans tout ce qu'il entreprend* sans pour autant subir de sanction, puisque les alternances de personnel politique se déroulent généralement sans heurts, témoignant ainsi d'une absence de dissemblance aveuglante entre les sortants et leurs successeurs. Cet Etat irresponsable cumule les dérobades :

1. il se révèle incapable de subvenir à ses besoins par une activité propre et pratique le vol fiscal en toute impunité,
2. il est convaincu d'inaptitude à la bonne gestion de services publics instaurés dans l'intérêt des populations puisqu'il gère en tout pour tout deux seuls services, La Poste et la SNCF, par ailleurs payants alors qu'il n'aurait pas été déraisonnable de les imaginer gratuits ,
3. délaissant les difficultés de gestion opérationnelle d'entreprises nationales, il préfère jouer une partie de son larcin à la spéculation boursière en achetant des actions de 1217 sociétés capitalistes répertoriées au RECME (Répertoire des entreprises contrôlées majoritairement par l'Etat), mais s'avère médiocre trader puisqu'il ne récolte pas plus de 3% de dividendes,

4. en cas de conflit armé, les chevaliers de l'Etat bourgeois sont rarement à la hauteur de la situation et c'est régulièrement le peuple qui doit payer le prix du sang dans un rituel sans cesse reconduit,
5. etc.....

Encore plus, délaissant manifestement ses missions régaliennes par trop périlleuses, cet *Etat irresponsable* se mêle avec empressement de choses plus attrayantes pour lui et concernant la vie quotidienne des gens. C'est ainsi qu'il prétend régler les problèmes d'emploi, développer l'industrie, doper le commerce, contrôler les prix, compenser les inégalités, et bien d'autres choses encore, mais échoue à chaque fois lamentablement car les licenciements perdurent, l'activité industrielle périclité, les échanges s'amenuisent, la hausse des prix persiste, les inégalités s'accroissent, etc... etc...

L'inefficacité s'ajoutant à l'indigence, l'Etat moderne ne protège même plus son peuple et s'enlise dans des actions tant dérisoires que pusillanimes, mais néanmoins soucieuses de flatter le goût du public pour l'événementiel de pacotille, habillant ainsi cet abaissement d'un pagne décoratif pour créer ce que Guy Debord avait nommé la « *société du spectacle* ».

D'un point de vue politique, le diagnostic n'est pas plus brillant car, se réfugiant sous le prétexte de la démocratie, l'Etat empile des lois, décrets et règlements les uns sur les autres sans en requérir la validation populaire. Cette dictature de la majorité est en réalité celle d'une oligarchie d'élus faussement disparate et fort peu encline à risquer le verdict populaire plus d'une fois par tranche quinquennale. Si le principe majoritaire du référendum peut être contesté en ce sens qu'il réduit le champ de la responsabilité individuelle à celui du plus grand nombre, il présente néanmoins l'avantage d'être porteur d'une certaine logique et d'un principe facilement vérifiable, pour peu bien entendu qu'il soit mis en application dans l'élaboration de la loi. Or l'Etat bourgeois redoute au plus haut point cette épreuve de vérité car il *en sort battu à chaque fois*, sauf bien entendu lorsqu'il sait habilement habiller la question d'une tautologie qui en garantit le résultat. Il est un fait certain que la plupart des lois ne seraient pas votées si une approbation par référendum était systématiquement prescrite par une Constitution soucieuse de ne pas laisser les pleins pouvoirs réglementaires à une assemblée de potentats tous ressemblants et inamovibles pour cinq ans.

Par cette application d'un principe démocratique volontairement énoncé de manière floue et ambiguë, l'Etat bourgeois élude son rôle face à la collectivité des individus et se garde bien d'engager sa responsabilité sur des projets législatifs même mineurs. C'est ainsi qu'il avance masqué, rétrécissant chaque jour un peu plus l'espace de la liberté individuelle, sans qu'il semble en porter la responsabilité, ni en risquer la moindre désaveu.

La décroissance économique risque de rebattre les cartes du jeu social, en imposant consubstantiellement une *décroissance de l'Etat* et une réhabilitation de la *responsabilité individuelle*. Car le constat de ses échecs répétés ne manquera pas de ressurgir au grand jour, plaçant ainsi sur la sellette populaire, l'imposeur étatique ayant vainement promis le maintien d'une croissance durable irrémédiablement démentie.

C'est ainsi que la conjonction des trois éléments suivants :

1. décroissance d'une économie progressivement sevrée d'énergie fossile et de ressources minérales,
2. décroissance d'un Etat enfin rétrogradé au rôle d'outil collectif efficace,
3. croissance d'un Individu enfin affirmé dans sa responsabilité primordiale,

pourrait constituer le ferment d'une *Société Décroissante Responsable* appelée à gérer la probablement longue et délicate phase d'adaptation au déclin industriel de notre civilisation.

- Saturne -

[Retour au sommaire](#)

Liste nominative des écolos-guignols

1. Les intrus

Daniel Cohn Bendit : ancien leader emblématique des événements de mai 68, vaguement positionné entre anarchistes, maoïstes et situationnistes, mais clairement habile à capter les feux de la rampe, il est un des représentants les plus édifiants de ces « *réfugiés de la vie politique* » dont je parle dans mon précédent article, qui, une fois la tribune soixante-huitarde démontée, traîna son ego en peine dans le marasme de l'extrême gauche marginalisée. Peu concerné par l'industrialisation de l'agriculture et par les centrales nucléaires dont il se fiche comme d'une guigne il est un des artisans principaux du dévoiement du mouvement écologiste pour les besoins d'une cause politicienne. Il tient aujourd'hui parfaitement son rôle de récupérateur en chef pour le compte du capitalisme après qu'il se soit officiellement converti à ses vertus et proposé simplement d'en adoucir les effets moyennant un salaire de 10.500 euros nets par mois de député européen.

Cécile Duflot : diplômée de l'ESSEC (Ecole Supérieure des Sciences Economiques et Commerciales) la grande école française qui, avec HEC, fabrique les « fers de lances » de l'économie capitaliste, elle incarne parfaitement l'alliance structurelle de l'écologisme et du système marchand. Parfaitement ignorante de la science écologique, elle n'en était pas moins secrétaire nationale d'EELV avant de devenir ministre du logement, département n'ayant bien entendu rien à voir avec l'écologie. Elle s'attache à masquer sa niaiserie par un phrasé direct et bien en place, mais se laisse parfois gagner par des ardeurs autocratiques lorsqu'elle traite, à la radio, les sceptiques du GIEC de « négationnistes », mâtinées de faiblesses émouvantes lorsqu'elle verse sa larme, à l'assemblée nationale, parce qu'un député de l'opposition ose critiquer son compagnon.

Eva Joly (& *Laurence Wischniewski*) : la célèbre juge anticorruption a fait l'objet, à l'insu de son plein gré, du parachutage politique le plus comique des ces dernières années. Poussée artificiellement par Cohn Bendit à la candidature présidentielle pour contrer celle de Nicolas Hulot qui risquait de le délester de sa tiare de pape vert européen, elle se vit rapidement abandonnée par son mentor qui avait changé de stratégie dès la mise à terre inespérée du saltimbanque pour cause de Fukushima, et cherchait à vendre l'écologisme au PS avant même l'élection, en échange d'un ministère fantôme. La pauvre candidate, déjà exempte de compétences environnementales se retrouva ainsi traîtreusement livrée à elle-même et en fut réduite à improviser le lancement de pétards mouillés aussi médiatiquement ridicules que politiquement déplacés. N'ayant pu se séparer de son acolyte Laurence Wischniewski, elle n'a pas hésité pas à entraîner cette dernière avec elle dans sa galère politique et la malheureuse doublure fait réellement peine à voir lorsqu'elle anone des interventions approximatives sur le nucléaire ou les GES.

2. Les charlatans

Nicolas Hulot : animateur vedette de TF1 au salaire de 33.000 euros/mois pour 4 émissions/an, son approche de l'écologie est celle d'un nanti se laissant aller à des rêveries bucoliques, un peu à la manière des options environnementales de Marie Antoinette lorsqu'elle visitait son hameau et regardait traire les vaches vêtue d'une robe mousseline et munie d'un seau à lait en porcelaine de Sèvres. Elle est essentiellement validée par les

regards bienveillants qu'il porte sur les colonies menacées de flamands roses du delta du Niger depuis le cockpit de son hélicoptère consommant 240 litres de kérosène par heure de vol. Auteur du « Syndrome du Titanic », livre puéril et particulièrement mal écrit, il est également réalisateur malheureux du film du même nom qui ne remporta pas le succès des œuvres cinématographiques similaires de ses compères Arthus Bertrand et Al Gore. Provisoirement écarté du leadership des verts français à cause des répercussions temporaires dans l'opinion de l'incident de Fukushima, cet ardent partisan de l'électricité nucléaire, ne tardera pas à récupérer son premier rôle chez les écologistes, dès que l'agaçant épisode nippon aura été suffisamment délaissé par l'information spectaculaire.

Al Gore : très influent au sein de l'ONU, artisan du sommet de la Terre avec son sulfureux compère Maurice Strong, sans lui, l'écologie mondiale ne serait pas ce qu'elle est. Ancien vice-président de Bill Clinton, battu par son successeur G. Bush Junior et presque ruiné par ses dépenses de campagne, il est redevenu milliardaire grâce à son package multimédia « Une vérité qui dérange » (Film, CD, livre, conférences, etc...). Sorti en mai 2006, le film est un concentré d'images-chocs à l'américaine bâti sur un fond de vérité et présenté sous une forme mêlant exagérations et contre vérités, il a rapporté plus de 50 millions de dollars à ce jour, faisant de lui le troisième documentaire le plus vu au cinéma jusqu'ici. Albert Arnold Gore Jr. réclame également 100.000 à 175.000 dollars pour des conférences que le monde s'arrache et durant lesquelles ses interventions de sauveur planétaire sont chronométrées pour un maximum de 75 minutes. Il détient un stock options de 30 millions de dollars de Google et de 6 millions d'Apple. Il est propriétaire, avec David Blood, de la GIM (Generation Investment Management), dont le siège est à Londres, compagnie boursière spécialisée dans le créneau environnemental et placée en pole position sur le marché des certificats d'émissions carbone . Il vient enfin d'annoncer sa participation dans une société de la Silicon Valley, Kleiner Perkins Caufield & Byers, spécialisée dans la lutte contre les effets du changement climatique. La fortune d'Al Gore est présentement évaluée à plus de 100 millions de dollars. Ce grand maître de l'écologie mondiale ne se déplace qu'en 4x4 surpuissant et jet privé (*vu dans son film*) et sa maison de Nashville consomme 20 fois plus d'électricité qu'une maison américaine moyenne.

3. Le vendu

José Bové : initialement militant approximatif à l'idéologie naviguant entre anarchisme, antimilitarisme et populisme chrétien, il prend son véritable départ dans la vie politique lorsqu'il participe en 1973 au célèbre rassemblement contre l'extension du camp militaire du Larzac. Dès lors ce pur citoyen dont le parcours universitaire avorta en Hypokhagne, s'installe en tant que neo rural dans une ferme abandonnée du Causse pour entreprendre l'élevage des brebis laitières. Militant actif de la confédération Paysanne, syndicat d'obédience trotskiste, il comprend rapidement tout le parti qu'il peut tirer de la médiatisation croissante de la vie publique et devient ainsi spécialiste en provocations habilement relayées par l'image. Après plusieurs procès tapageux, séjours confortables en prison VIP et un célèbre « *lever de menottes* » sous les flashes des paparazzis, il accède finalement au statut de contestataire incontestable et fournisseur officiel de prestations en chemise blanche et veste de cuir impeccables chez les bateleurs patentés de la société du spectacle MM. Ruquier, Ardisson, Fogiel, Drucker & consorts. Conscient qu'une image forte doit être reliée à un concept précis, il s'est concentré sur l'opposition aux OGM qui s'avère fédérer une frange importante de la population généralement urbaine et passablement ignorante des lois de l'agriculture. Mêlant les affirmations péremptoires sur

un sujet toujours controversé, aux actions autoritaires de destructions de récoltes, il rejoint l'écologisme totalitaire de la pire espèce. Mais finalement José Bové n'en a cure et seul importe pour lui sa notoriété, son rôle de star mondiale anti-OGM et son salaire de 10.500 euros nets par mois de député européen. les droits d'auteurs de ses livres et les bénéfices induits de ses prestations télévisées.

4. Le technocrate despotique

Jean-Marc Jancovici : peu connu du grand public, il fait partie du comité de veille écologique de la Fondation Hulot depuis 2001, puis du comité stratégique de cette même fondation depuis 2005. Il est co-auteur du Pacte écologique. Ce polytechnicien est également auteur de plusieurs ouvrages très documentés et particulièrement bien écrits dont je ne peux que conseiller la lecture à tous ceux qui doutent encore de l'imminence de la pénurie énergétique. Intelligent, apparemment sympathique et doté d'un franc parler non dénué d'humour, il n'est pas avare de sa personne pour illustrer la déplétion fossile lors de conférences et causeries pas directement rémunératrices. Jusqu'ici tout va bien me direz vous, mais là où ça se gâte, c'est lorsque JM Jancovici tire ses conclusions et se propose de Sauver la Planète (encore un !). L'intervenant aimable se transforme alors en redoutable businessman robespierriste invoquant la vénération de l'impôt comme celle de l'Être Suprême et la restriction des libertés individuelles au nom de la Terre en Danger. Sa « levée en masse » à lui est celle la fiscalité qui doit s'abattre sur le petit peuple usager pendable de véhicules à moteur afin de financer des entreprises vertes, comme par exemple sa société « Carbone 4 », cabinet de conseil en stratégie carbone proposant des audits et conseils aux entreprises et organisations pour mesurer et comprendre leur dépendance par rapport à la contrainte énergie-climat, réduire les risques et saisir les opportunités en lien avec cette contrainte. On comprend dès lors un peu mieux l'objectif de ce technocrate écolo-capitaliste étatique, lorsqu'on sait, de plus, qu'il collabora de 2001 à 2010 avec l'ADEME pour la mise au point du bilan carbone et que les prestations de Carbone 4 auprès de ses clients sont remboursées, ou prises directement en charge par cet organisme. Avec lui la boucle du capitalisme étatique est parfaitement bouclée : 1. la consommation fossile est taxée par l'Etat au prétexte de sauver la Planète du réchauffement mortel 2. L'Etat finance avec cet argent des entreprises vertes qui n'ont même plus le souci de faire face à la concurrence et bénéficient ainsi en toute quiétude d'un marché captif. 3. Les marges financières du capitalisme classique sont ainsi transférées vers une nouvelle oligarchie capitaliste d'Etat. Ce schéma prendrait la forme politique d'une République présidée par N. Hulot (lu dans son livre « *C'est maintenant !* » Chapitre « *Au secours Monsieur Hulot* »), écrasée par la fiscalité (Lu dans livre « *Le plein s'il vous plait* » Chapitre « *Vive l'impôt* ») et chauffée à l'énergie nucléaire (Lu dans son livre « *Changer le monde* » Chapitre « *Montre moi ton bilan carbone* »). Tout un programme !

5. L'écologiste aux deux visages

Yves Cochet : Il y a deux Yves Cochet. L'un a écrit « Pétrole Apocalypse » et anime des conférences chez les décroissants et les catastrophistes. L'autre a été ministre de l'environnement du gouvernement Jospin et intervient au JT en tant que représentant d'EELV. L'un croit dur comme fer à ce qu'il dit et l'autre n'y croit pas une seule seconde. Le vrai Cochet est convaincu de l'inéluctabilité de la décroissance industrielle quelque soient les politiques volontaristes mises en place et nous conseille de nous serrer les

coudes entre voisins au niveau local en attendant qu'une hypothétique grande entente mondiale ne prenne en main le rationnement des ressources naturelles. Le faux Cochet distille des propos lénifiants sur la possibilité de s'en sortir durablement avec l'ineffable *mix renouvelable*, lorsqu'il officie en tant que bon soldat du programme EELV. Cet homme de grande qualité est apparemment torturé dans son subconscient par l'affrontement entre les réflexes de survie d'un professionnel de la politique et les élans d'un visionnaire implacablement lucide. Peut être est il également lassé et découragé par le comportement des auditeurs de l'assemblée nationale qui sortent (*Fabius*), sourient (*Fillon*), bavardent (*Lang*), consultent leur portable (*Besson*) ou mâchent du chewing gum (*Lagarde*) quand il intervient au perchoir pour évoquer l'imminence du croisement fatidique des deux courbes de l'offre et de la demande de pétrole. Que celui qui n'a jamais péché lui jette la première pierre !

- *Paul Duvernay* -

[Retour au sommaire](#)

Écologie & Démographie

Fin 2011, officiellement le 31 octobre, la population mondiale a franchi le cap des 7 milliards et nous sommes aujourd'hui presque 7 milliards 200 millions. Relativement stable pendant 1500 ans, l'effectif de la population a connu une croissance exponentielle entre 1800 et 2000 : rien qu'entre ces deux dates, la population mondiale a été multipliée par sept ! Plus impressionnant encore : il aura fallu 100.000 ans pour atteindre le premier milliard et seulement 12 ans pour « gagner » le dernier... Or nous vivons sur une planète aux dimensions finies et il va bien falloir que notre expansion s'arrête un jour ne serait-ce que pour des raisons de place ou de ressources : on ne peut croître indéfiniment dans un monde fini. La nature n'est-elle d'ailleurs pas en train de nous rappeler à l'ordre ?

Une planète qui se dégrade et s'épuise

Si la population a pu croître de cette façon, c'est en premier lieu parce qu'on a pu la nourrir et cela n'a été possible qu'avec l'utilisation massive des énergies fossiles. On peut citer, les intrants (engrais, pesticides) issus de la chimie du pétrole, le carburant qui fait tourner les machines agricoles et qui permet aussi d'approvisionner les centres urbains (voire carrément certains pays qui ne produisent pas assez pour nourrir leur population). Globalement, notre mode de vie (chauffage, déplacements,...) est très énergivore. Le problème est que les réserves fossiles que la Terre avait mis des centaines de millions d'années à mettre de côté auront été dilapidées en 2 ou 3 siècles (en fait chaque année nous brûlons des réserves que la planète a mis de l'ordre d'un million d'années à constituer). D'autre part cette combustion aura été responsable du réchauffement de la planète : plusieurs degrés supplémentaires prévus d'ici la fin du siècle (et encore si cela ne s'emballe pas). Et comme cela ne suffisait pas, nous avons en plus mis œuvre des techniques que nous ne maîtrisons pas totalement. Nous utilisons par exemple l'énergie nucléaire, mais nous ne savons pas correctement démanteler les centrales et encore moins ce que nous allons faire des déchets à longue durée de vie, à part les enfouir avec tous les risques que cela comporte pour les générations futures.

Après cette question énergétique, vient immédiatement celle de la disponibilité en eau douce. Il faut savoir que l'ONU estime qu'un être humain doit pouvoir globalement disposer de 1.000 m³ par an. Or un certain nombre de pays sont déjà sous ce seuil (Afrique du nord, péninsule arabique, Burkina-Faso, Kenya, Rwanda, Burundi,...) et de nombreux autres sont en état de stress hydrique (1.000 à 1.700 m³) : Inde, Pakistan, Somalie, Éthiopie,... Or, certains de ces pays déjà vulnérables sont parmi ceux qui vont voir leur population augmenter le plus, et avec le réchauffement climatique, le problème sera encore accentué.

Il faut évidemment ensuite faire référence au problème de la surpêche : les trois quarts des espèces sont impactées par celle-ci à des degrés divers. De plus, les prises stagnent depuis 1990 alors que les capacités de pêche ne cessent d'augmenter et les individus capturés sont de moins en moins gros et de plus en plus jeunes. Au-delà des espèces qui entrent dans notre alimentation, se pose la question de toutes les autres et particulièrement de la méga faune avec laquelle nous sommes en concurrence en termes d'espace car nous ne pouvons que difficilement cohabiter avec elle. Il faut savoir que 97% des tigres et des lions ont été éliminés depuis le début du XX^{ème} siècle.

Outre les questions éthiques et esthétiques posées par l'élimination des espèces emblématiques se pose celle de la biodiversité en général puisque les spécialistes nous annoncent aujourd'hui une 6ème extinction. La disparition d'espèces fait partie du cours naturel des choses, cependant l'activité humaine a accéléré le rythme d'extinction, qui est aujourd'hui au moins 100 fois supérieur à son rythme naturel : d'ici à 2050, 25 à 50 % des espèces pourraient avoir disparu. Enfin plus égoïstement il faut savoir que la biodiversité peut encore nous apporter beaucoup sur le plan médical, ou simplement pour notre confort.

Il faut enfin mentionner la disparition des forêts qui sont, entre autre, un puits de carbone pendant leur croissance. Les zones vierges de la planète sont inexorablement colonisées du seul fait de l'expansion humaine. Selon la FAO, environ 13 millions d'hectares de forêts disparaissent chaque année sur Terre : c'est l'équivalent du quart de la France, soit un terrain de football toutes les 1,5 secondes.

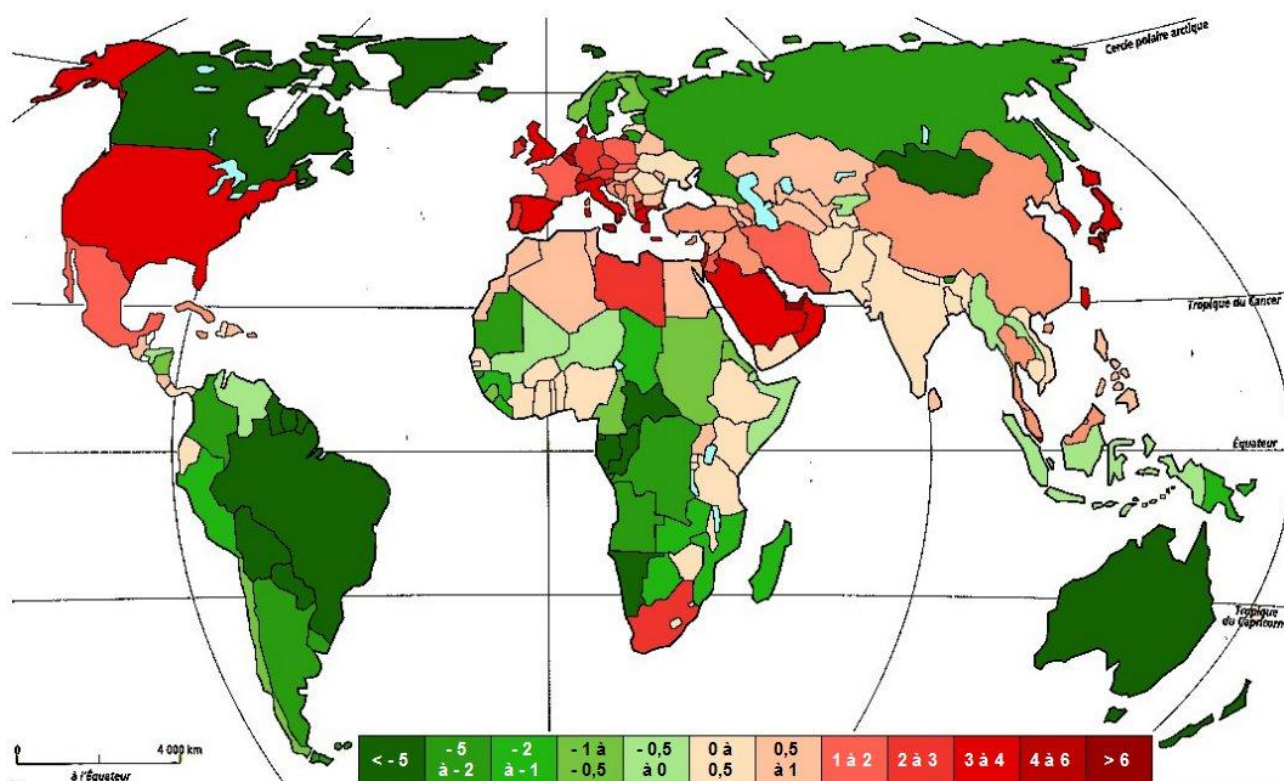
Pour conclure sur cette partie concernant l'épuisement de la planète, il faut savoir que certains scientifiques nous annoncent un effondrement pour la fin du siècle (voire même avant). Dernier en date (été 2012) Dennis Meadows (physicien, co-auteur du rapport «Les limites de la croissance» publié dans les années 70). Et bien sûr Jared Diamond (biologiste et géographe) auteur de l'ouvrage «Effondrement» qui retrace l'histoire de civilisations anciennes qui se sont effondrées car elles n'ont pas su adapter leur mode de vie aux contraintes environnementales. Si ces scientifiques en arrivent à ces funestes conclusions, c'est en partie du fait des travaux du Global Footprint Network (Réseau empreinte globale), organisme à l'origine des indicateurs écologiques suivants.

L'empreinte écologique

L'empreinte écologique par tête, en nombre d'hectares globaux (*un hectare global est un hectare qui aurait la productivité moyenne de la planète. Et donc si 1 hectare local a une productivité de 20% supérieure à la moyenne il est alors comptabilisé comme 1,2 hag*) par habitant, est la « surface nécessaire pour produire les ressources qu'un individu consomme et pour absorber les déchets qu'il génère ». L'empreinte moyenne mondiale est de 2,7 hag. Les empreintes les plus fortes sont bien entendu le fait des États du Golfe, des USA, du Canada, de l'Europe, de l'Australie et du Japon, mais aussi de pays plus improbables (Mongolie, une grande partie de l'Amérique du sud, Mexique, voire même en Afrique avec la Libye, la Mauritanie et le Botswana). On ne peut cependant pas se contenter de l'empreinte seule pour mesurer l'impact d'un pays. En effet si un pays génère des nuisances écologiques, il crée aussi des services écologiques : c'est ce que l'on nomme sa biocapacité.

La Biocapacité, en nombre d'hectares par habitant, est la « surface disponible pouvant assurer la production des ressources et l'élimination des déchets ». En résumé : surface nécessaire pour l'empreinte et surface disponible pour la biocapacité ... débit ... crédit. La biocapacité moyenne mondiale est de 1,8 hag et l'on voit tout de suite que l'humanité vit au-dessus de ses moyens ($2,7 > 1,8$) avec donc un dépassement de 0,9 hag.

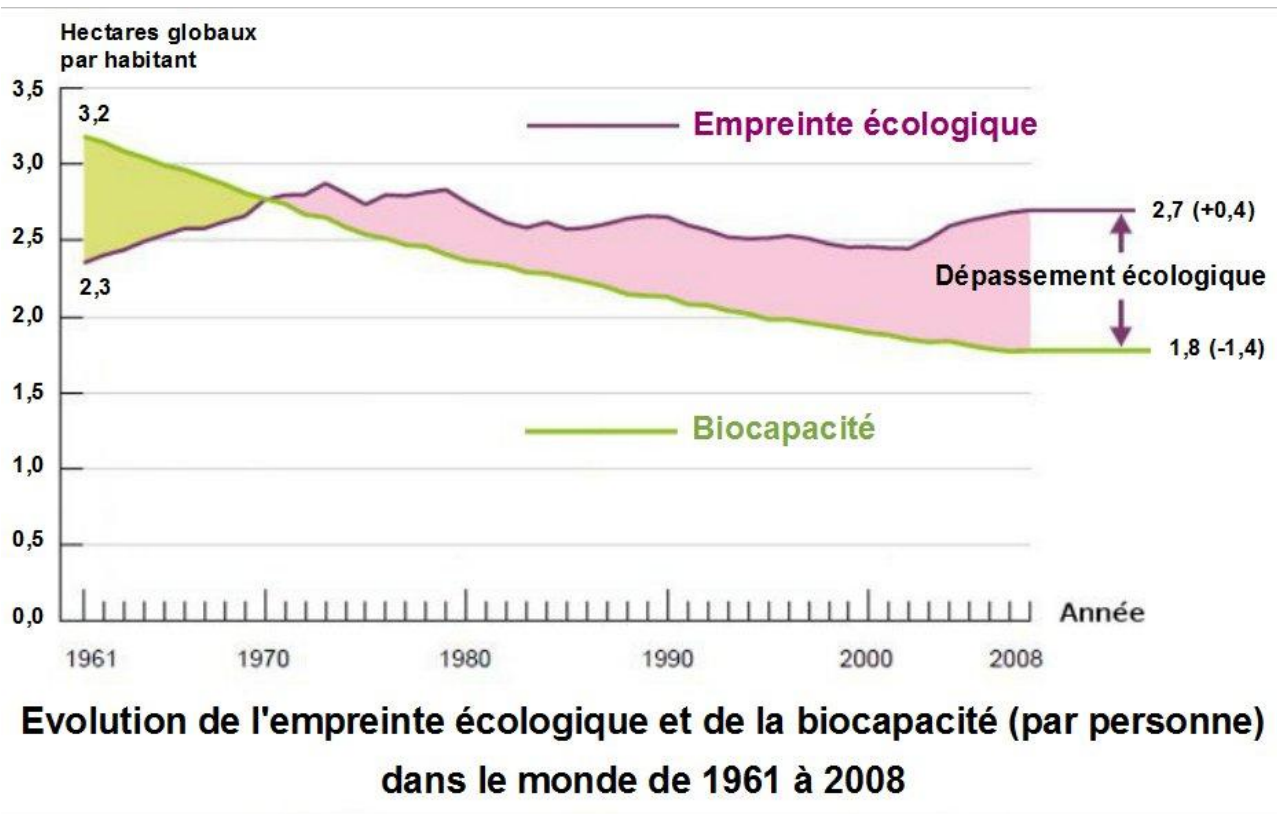
Empreinte moins biocapacité



Source statistique : http://www.footprintnetwork.org/en/index.php/GFN/page/annual_report_2011/

Si l'on tient compte (comme il se doit) de cette biocapacité, et que l'on classe les pays suivant le solde empreinte moins biocapacité, cela change pas mal de choses... On remarque que les pays les moins "vertueux" ne sont plus exactement les mêmes. Les États-Unis se retrouvent en 18ème position derrière plusieurs pays d'Europe (Belgique, Pays-Bas, Suisse, Macédoine, Danemark, Italie, Royaume-Uni, Grèce). On remarque aussi la place de la France (33ème) qui est due non pas à notre empreinte qui est déjà assez forte (4,9) par rapport à la moyenne mondiale (2,7), mais à notre biocapacité (3,0) qui se nous situe au-dessus de la moyenne (1,8).

Il peut être intéressant de comparer notre biocapacité individuelle (3,0) avec celle du Bangladesh (0,4). Ce pays, situé dans une zone très favorable à l'agriculture, a une biocapacité à l'hectare supérieure de 22% à la nôtre, mais du fait d'un effectif de population excessivement élevé, 157 millions d'habitants pour un territoire quatre fois plus petit que le nôtre (!), et bien la biocapacité disponible pour chaque bangladais n'est plus que de 13% de celle dont dispose un français...



Intéressons-nous maintenant à l'évolution dans le temps de l'empreinte et de la biocapacité par tête : au niveau mondial, sur une cinquantaine d'années, l'empreinte a augmenté de 2,3 à 2,7 hag (+0,4) avec beaucoup de fluctuations. Par contre la biocapacité a diminué régulièrement et inexorablement de 3,2 à 1,8 hag (-1,4). Même si l'empreinte n'avait pas augmentée, nous serions quand même en déficit de 0,5 hag. Le dépassement écologique (solde) est donc principalement causé par la baisse de la biocapacité, elle-même due à l'augmentation de la population mondiale.

Comme on l'aura compris, la biocapacité (per capita) d'un pays dépend de sa surface et de sa population et elle est donc reliée à sa densité.

Les densités de population

La densité de population est le rapport entre la population et la superficie. On a tout d'abord le cas de la France en 2013 : population (63,9 millions), superficie (552.000 km²) et densité (116 hab/km²). On peut donc retenir que nous sommes un peu au-dessus de 100 hab/km² et que nous disposons chacun d'un carré d'un peu moins de 100 mètres de côté. Dans le pays, digne de ce nom, théoriquement le plus densément peuplé au monde, le Bangladesh, un individu ne dispose plus que d'un carré de 32 mètres de côté...

Si l'on excepte les petites îles et les cités-états, les 20 pays les plus densément peuplés sont, dans l'ordre : Bangladesh, Palestine, Corée du Sud, Liban, Rwanda, Pays-Bas, Inde, Burundi, Haïti, Israël, Belgique, Japon, Philippines, Sri-Lanka, Salvador, Vietnam, Royaume-Uni, Jamaïque, Allemagne et Pakistan. Quatre sur vingt sont situés en Europe (Pays-Bas, Belgique, Royaume-Uni, Allemagne) et huit sur vingt sont des pays développés. Si l'on considère que la densité est un facteur d'engorgement, on constate

alors à ce stade que contrairement à une idée assez répandue, la surpopulation ne touche pas que les pays du sud.

Arrêtons-nous maintenant sur le cas de la France : située à la 40ème position, cette place pourrait laisser penser que sa densité n'est pas trop élevée. Or, il faut tout d'abord remarquer qu'il y a tout de même plus d'une centaine de pays moins densément peuplés. Ensuite, on peut raisonnablement se poser la question du bien-fondé d'être 300 à 350.000 personnes supplémentaires régulièrement tous les ans : une ville de la taille de Nice à bâtir pendant cette même courte période et (la cause de bétonnage n'étant cependant pas imputable uniquement à la démographie) un département de la taille de l'Isère (c'est-à-dire un des plus grands) artificialisé tous les 10 ans : excusez du peu...

Il faut enfin savoir que ces densités ne sont évidemment pas figées et que dans certains pays, elles vont beaucoup progresser d'ici le milieu du siècle. Voici d'ailleurs la liste dix pays qui seront alors les plus densément peuplés : densité comprise entre 300 et 500 hab/km² (Nigeria, Ouganda, Pakistan et Malawi); densité comprise entre 500 et 1.000 hab/km² (Burundi, Rwanda, Inde, Philippines et Haïti); densité supérieure à 1.500 hab/km² (Bangladesh). Parmi ces pays, trois sont plus grands que la France (Pakistan, Nigeria, Inde). Si nous avons, en 2050, la même densité que ces trois-là, nous aurions respectivement : 218, 259, ou 284 millions d'habitants ! Autant dire que la vie serait infernale. Et pourtant les indiens, les nigériens et les pakistanais devront faire avec...

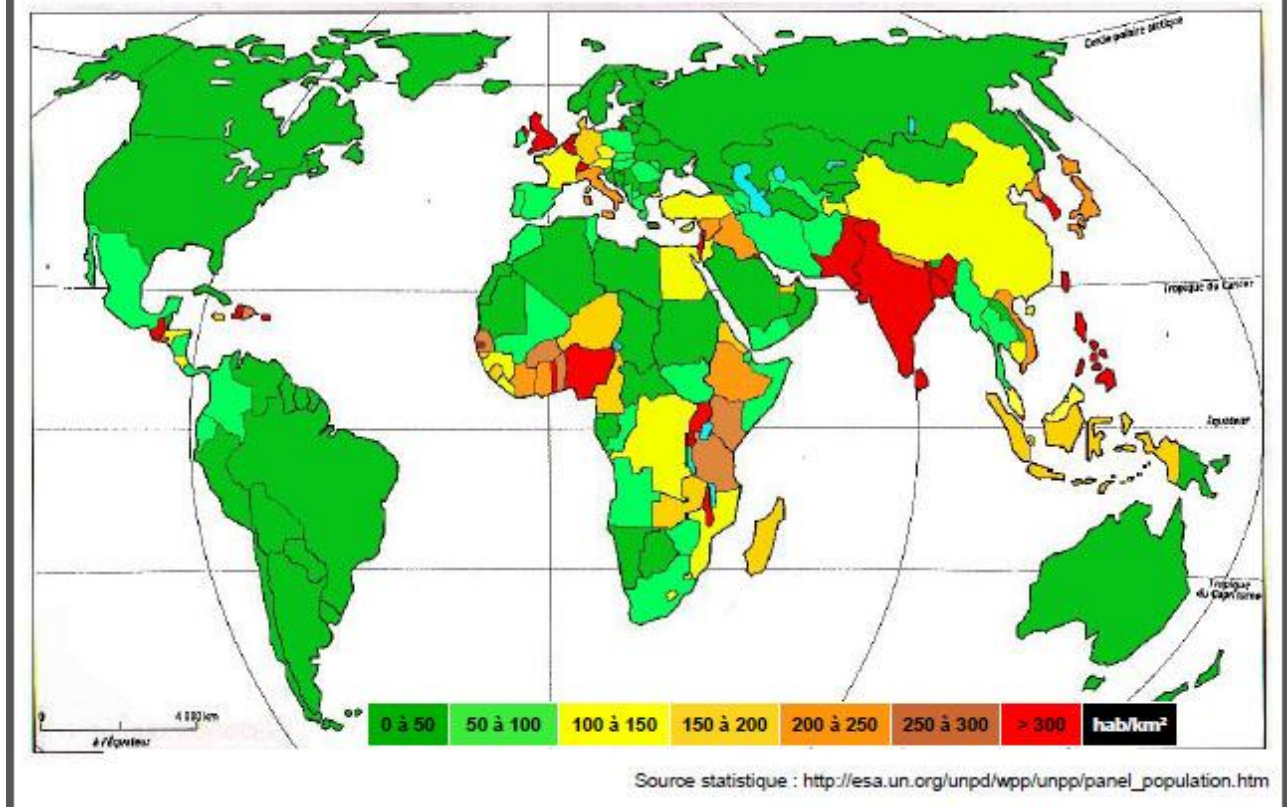
Ces surpopulations locales annoncées impactent évidemment les statistiques planétaires puisque les projections (moyennes) onusiennes, constamment revues à la hausse ces dernières années, sont les suivantes : 9,6 milliards en 2050 et 10,9 milliards en 2100.

Face à cette prospective et à tous les maux cités, que peut-on faire ?

On pourrait être tenté de réduire l'impact écologique de l'humanité en ne se préoccupant que de la stabilisation (voire de la baisse) de la consommation mondiale, sans se soucier du facteur population, c'est-à-dire en la laissant augmenter comme il est prévu (en gros, + 50% d'ici 2100 avec le passage de 7,2 à 10,9 milliards d'êtres humains). Idée séduisante, mais qui équivaldrait à dire que pour stabiliser (ou réduire) cet impact écologique de l'humanité, on pourrait aussi laisser la consommation augmenter de 50% et se concentrer uniquement sur la stabilisation (voire la baisse) de la population. Qui oserait soutenir cette seconde piste ? Or la première, qui est pourtant tout à fait équivalente sur le plan de l'efficacité, est souvent la seule, politiquement correcte, qui soit aujourd'hui envisagée...

Un autre élément à prendre en compte est l'évolution des consommations à fécondité constante. On entend parfois dire qu'un habitant du Nord a une empreinte dix fois supérieure à celle d'un habitant du Sud. Eh bien, sans même tenir compte de la biocapacité, imaginons qu'une famille occidentale se contente de deux enfants (taux de fécondité actuel des USA) et qu'une famille du Sud en ait six (chiffre que les pays suivants dépassent ou égalisent : Niger, Tchad, Somalie, Angola, Ouganda, Burundi, République Centrafricaine, RDC, Mali et Burkina-Faso), tout ceci à fécondité constante.

Densités de population en 2100



En partant d'un couple, après trois générations, on obtient le nombre d'enfants suivant : au Nord (2, 2, 2) et au Sud (6, 18, 54). A la 1ère génération, la famille du Sud consomme 5 fois moins que celle du Nord : $1(2 + 6) = 8$ contre $10(2 + 2) = 40$. Mais dès la 3ème génération, la famille Sud a déjà rattrapé celle du Nord : $1(2 + 6 + 18 + 54) = 80$ contre $10(2 + 2 + 2 + 2) = 80$. Cette simple simulation, qui ne prend d'ailleurs pas en compte une éventuelle (et souhaitable) augmentation de la consommation du sud, prouve qu'il est tout aussi important de maîtriser la natalité au Sud que de faire baisser la consommation au Nord...

Comment freiner la croissance démographique ?

Dans les pays du Nord, où l'on peut considérer que l'accès à la contraception est correct, il peut cependant encore être amélioré et en France il a même été récemment rendu gratuit pour les mineures. On pourrait cependant sensibiliser nos concitoyens sur le fait, qu'à l'avenir, une réelle démarche écologique passe, individuellement, par l'autolimitation de la procréation et collectivement par le plafonnement des allocations familiales à 2 enfants (sans effet rétroactif évidemment), ce qui permettrait d'ailleurs aussi de résoudre en partie la question de la surnatalité de certains départements d'Outre-mer (Mayotte, Guyane, Réunion).

Dans les pays du sud, les outils de maîtrise de la natalité sont bien connus : il s'agit de la Planification Familiale, de l'éducation des filles (très en retard sur celle des garçons), du recul de l'âge du mariage (à 16 ou 18 ans) et de la lutte contre les mariages forcés. Il faut savoir que selon le dernier rapport de l'UNFPA (Fonds des Nations-unies pour la Population) intitulé « Oui au choix, non au hasard », chaque année 222 millions de femmes

des pays en développement sont en demande insatisfaite de contraception. En conséquence, il y a 80 millions de grossesses non désirées par an, dont 40 millions se terminent par un avortement. Finalement 40 millions de naissances ne sont pas désirées, à rapprocher des 80 millions d'êtres humains supplémentaires que la planète accueille tous les ans.

Par ailleurs, et peu de personnes en ont conscience en France, les autorités des pays concernés par la croissance démographique s'interrogent. On peut citer entre autre : Asif Ali Zardari (président du Pakistan), qui le 11 juillet dernier s'inquiétait de la « disproportion entre la croissance de la population et la disponibilité des ressources », ou encore Joyce Banda (présidente du Malawi) qui a déclaré le 6 juin dernier que « son gouvernement ne parvient pas à construire suffisamment d'écoles et d'hôpitaux pour répondre à l'accroissement de la population » et enfin Goodluck Jonathan (président du Nigeria) qui il y a un an déjà, le 27 juin 2012, déclarait que « son gouvernement ne pouvait pas rester les bras croisés et attendre que l'effectif de la population devienne incontrôlable ».

Enfin, au niveau des instances internationales, certains responsables sont parfaitement conscients de la situation, comme en témoigne cette déclaration de Koffi Annan (Secrétaire général des Nations Unies de 1997 à 2006) dans un documentaire diffusé par Arte en avril 2012 et intitulé "La pilule contre la misère ?" : « Si nous continuons dans cette voie, si nous ne faisons rien pour enrayer l'accroissement de la population, nous allons en payer le prix, nous allons nous retrouver dans un monde surpeuplé. La démographie a un impact sur le développement économique, sur l'environnement et sur les ressources de la Terre qui sont limitées.»

- Denis Garnier -

[Retour au sommaire](#)

Débat des lecteurs

Pour écrire au journal : cliquer [ici](#)

Myriam Sauvé : Que va t'il se passer dans quelques années, quand le prix de nos carburants sera tel qu'il sera trop onéreux et impossible de prendre notre voiture pour de grandes distances ?

Salah Zahi : Si c'est pour le carburant pour véhicules de transport de tourisme et le chauffage domestique, chaque pays pourra s'auto-suffire en moins de 5 ans à partir de la biomasse et des déchets animaux, pour cela il suffit de régler le problème avec les agriculteurs et les éleveurs. A ma connaissance, et dans le cadre de l'aide de l'état aux agriculteurs, et si mes souvenirs sont bons, celui-ci leur permet de produire a hauteur de 800 l/an de kérosène a condition de faire l'acquisition d'une presse coûtant 3000 euros soit le prix d'une génisse de l'époque(il y a 5 ans env.); ces 800 litres pourront etre produites par 100 balles de paille de blé, soit l'équivalent de la production de 1/3 hectare; soit dit en passant la moyenne de la production Française en blé par hectare est 77 qx/h (3eme mondiale) et 320 balles de paille. C'est le chamboulement extraordinaire que va provoquer cette transformation des 25 millions de tonnes de paille de blé produites annuellement en France. Ce chamboulement sera aggravé par l'obtention de la moitié de cette quantité EN ENGRAIS SUPER BIO! Et là l'empire ne l'acceptera pas!

DLD : La piste du remplacement du carburant fossile en quantité de tonnes équivalent pétrole (TEP) identique, par la biomasse ne paraît pas réaliste, mais ce débat est assez technique. Pour répondre à Myriam Sauvé, lorsque « *le prix de nos carburants sera tel qu'il sera trop onéreux et impossible de prendre notre voiture pour de grandes distances* » ce sera tout simplement le début de la décroissance.

Salah Zahi En effet, remplacer totalement le pétrole par la biomasse (et j'entends ici la paille de blé seulement) est irréaliste, mais se passer du pétrole totalement, est aussi insensé, compte tenu qu'il est très difficile de se passer de certains de ses produits dérivés, même a moyen terme. Bien entendu d'autres sources compenseront ce produit.

Myriam Sauvé : je n'ai pas assez de connaissances dans ce domaine..... La fin du pétrole ne sera pas brutale mais progressive j'imagine, cela laissera le temps de s'adapter.... de se réorienter peut-être sur des modes de vie plus "locaux".... Ce que je trouve incroyable, c'est que nos gouvernements continuent sur des organisations de la société, comme si de rien n'était, alors qu'ils savent (normalement).... Pourquoi ? Par exemple dans mon domaine qui est la médecine, on continue de fermer les "dispensaires" de proximité, pour ouvrir encore des super structures régionales..... Y'aura intérêt à ne pas trop être malade dans les campagnes !...Mais finalement un peu comme au début du XXIème siècle.... sauf que l'apparition de la voiture, à cheval puis à moteur, permettait au "médecin de campagne" de se déplacer...Tiens ! bonne idée le cheval ! ça me ferait plaisir d'en refaire.... (enfin si j'ai encore les os solides dans quelques années)

Pour écrire au journal : cliquer [ici](#)

[Retour au sommaire](http://www.demainladecroissance.com) <http://www.demainladecroissance.com>